



Alcatel-Lucent 



ALCATEL-LUCENT France

Le 1 février 2008

400 suppressions d'emplois supplémentaires

Le nouveau plan d'Alcatel Lucent prévoit la suppression de 398 emplois dans la filiale Alcatel Lucent France (ALF) qui s'ajoutent aux 1006 en cours. Ce plan s'inscrit dans le contexte des 4000 nouvelles suppressions mondiales annoncées en octobre 2007.

Concernant notre filiale ALF, voici les annonces de réductions d'effectifs faites par la Direction par établissement et par activité:

Vélizy	232		Carrier	104
Villarcieux	41		Services	96
Chateaufort	0		Région	75
Ormes	49		Finances	48
Lannion	28		RH+ Sce généraux	20+ 6
Orvault/Rennes	25		Industriel	28
Eu	23		achats	9
			Autres	12
Total	398		Total	398

Ce sont les services commerciaux et support clients de la région ex « Europe et Sud » qui sont le plus touchés. C'est une conséquence directe de la réorganisation des régions annoncée en octobre dernier : 2 régions mondiales, les Amériques et le reste du monde. Cela montre aussi que la direction veut délocaliser des activités commerciales en disant vouloir les rapprocher des clients. Cette perte de compétences et d'expérience ne présage rien de bon pour l'avenir : des équipes expérimentées vont être amputées et leur reconstitution dans d'autres pays prendra du temps. Au travers de cette organisation, l'influence de la France dans le Groupe est fortement revue à la baisse !

Les services financiers comme les services commerciaux sont dispersés dans les différents pays où Alcatel-Lucent est implanté. De plus ils subissent une délocalisation vers la Roumanie comme dans le plan précédent. Un jour on concentre, un autre on éclate. A chaque fois on licencie.

Concernant la Recherche et Développement (R&D), l'impact est moins fort qu'en 2007 et les arrêts d'activités sont en partie compensés par des créations et des transferts d'activités dans le mobile : Wimax, NGN Mobile, UMTS (mobile 3G), LTE (mobile 4G). Ces apports d'activités sont à mettre à l'actif du combat mené en 2007. Néanmoins, l'arrêt de la média gateway 7570 nous paraît stratégiquement et économiquement insensé.

Géographiquement en France, c'est la région parisienne (Vélizy + Villarceaux) qui est la plus touchée puisqu'elle supporte les 2/3 des suppressions d'emplois. De plus le site de Châteaufort doit fermer en 2008 : les 850 salariés seront « redéployés » sur Villarceaux et Vélizy. Pas de suppressions d'emplois prévues dans le plan présenté par la Direction mais le risque de départs « hors plan » n'est pas exclus dans cet établissement du fait de refus de mobilité.

Les sites de province, s'ils sont moins touchés, n'en sont pas pour autant rassurés sur leur avenir. En particulier, le site d'Ormes passera en dessous de 500 salariés car aucun apport de charges n'y est prévu. Et pourtant ce site est dans le secteur « Services », secteur que la direction prétend renforcer en priorité si l'on en croit les annonces d'octobre ! Le site de EU, le seul site de production industrielle d'ALF, voit ses charges fortement baissées. De l'ordre de – 200 personnes (effectifs propres plus intérim). De centre de production, il devient centre d'industrialisation et de prototypes. Cela n'augure rien de bon pour sa pérennité. La diminution de ses effectifs marque la volonté de concentrer la production dans les pays « bas coûts ».

La moitié des départs se ferait par des préretraites et l'autre moitié par des projets externes majoritairement en région parisienne. La Direction souhaite aller vite et terminer ce deuxième plan fin 2008. La procédure de consultation du CCE démarrera mi-février.

L'année 2007 a été marquée par une forte mobilisation des salariés avec les syndicats. Cette mobilisation, heureusement fortement médiatisée, a permis :

- de réduire le nombre de suppressions d'emploi prévus,
- d'empêcher la fermeture du site de Rennes Saint Grégoire,
- d'impliquer les politiques et au plus haut niveau dans le dossier Alcatel-Lucent
- de mettre en place un Groupe de Travail sur les Télécoms avec des propositions concrètes pour la filière.

Le récent rapport Attali reprend des propositions de ce groupe de travail en particulier sur le haut débit, le développement des infrastructures télécoms et l'accès de tous aux réseaux mobiles ou internet. Toutes ces propositions restent à mettre en œuvre et la balle est, en grande partie, dans le camp du gouvernement. Cela n'exonère nullement la direction d'Alcatel Lucent de ses responsabilités sur ses emplois, ses activités et son implication en France et en Europe. La stratégie à moyen terme reste un mystère et les problèmes de gouvernance du Groupe sont toujours d'actualité

La CFDT, la CGT et la CFTC vont informer les salariés lundi prochain sur tous les sites pour décider de l'attitude à adopter face à ce nouveau coup dur !